

Visite de M. Michel Vauzelle,
député, président de la région PACA, chargé d'une mission sur la Méditerranée
(16-19 juin 2013)

DOSSIER DE PRESSE

Dépêches MAP

MAPF [0095] 14/06/2013 15h49 France-Maroc-Méditerranée

Le rapporteur du président Hollande pour la Méditerranée dimanche au Maroc

Marseille, 14 juin 2013 (MAP) - Le député socialiste français Michel Vauzelle, Président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (sud de la France), entame dimanche au Maroc une visite de travail, dans le cadre de la mission que lui a confiée le président François Hollande pour la concrétisation de sa nouvelle vision pour "une Méditerranée de projets".

"Je me rends dimanche à Rabat puis à Casablanca dans le cadre de la mission que m'a donnée le président de la République (française)" pour relancer l'Union pour la Méditerranée (UpM), a-t-il déclaré à la MAP, en marge de l'ouverture vendredi à Marseille de la Villa Méditerranée, "grand lieu de culture et de réflexion" autour des enjeux contemporains spécifiques à l'espace méditerranéen.

"Le Maroc aura bien sûr sa place à la Villa, ouverte à tous les pays méditerranéens (artistes, jeunes, société civile, acteurs politiques et économiques)", a assuré M. Vauzelle, à l'origine de ce projet inauguré récemment par le président Hollande, dans le cadre de la manifestation "Marseille Capitale européenne de la culture 2013".

Il voit dans cet édifice, situé non loin du grand musée de la Méditerranée (MuCEM) dont vient se doter Marseille, "la projection d'un idéal: celui de la communauté de destins reconnue et maîtrisée par tous les peuples" de l'espace euro-méditerranéen.

D'où son engagement, tant au niveau de sa région qu'en tant que Vice-président de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale ou encore de l'Assemblée parlementaire méditerranéenne, à oeuvrer pour le développement au niveau de cet espace

commun de projets basés sur les principes de "co-localisation", de "coopération", de "co-développement" et de "co-responsabilité".

A Rabat comme à Casablanca, il aura des rencontres avec les autorités marocaines dans ce sens, ainsi qu'avec "tous ceux qui se préoccupent comme nous de la Méditerranée, du rapprochement entre le Maroc et la France, le Maghreb et la France, et le Maghreb et l'Europe".

Dans son rapport, il accordera une importance particulière aux préoccupations de la jeunesse, qui sera au coeur de ses entretiens avec les responsables marocains.

L'accent sera notamment mis sur "la formation professionnelle des jeunes et des étudiants qui ont la capacité de créer des co-entreprises avec des microcrédits, un domaine où le Maroc est très avancé dans sa coopération avec la France".

A cet égard, il a tenu à souligner la qualité des relations franco-marocaines dans différents domaines, en particulier en matière de coopération décentralisée, citant l'exemple de sa région (Provence-Alpes-Côte d'Azur) qui a passé un accord de coopération technique "excellent" avec la région Tanger-Tétouan, qui "grâce à SM le Roi Mohammed VI est devenue un lieu d'extension et de développement économique remarquable, avec son port et son développement général".

"En l'espace des 14 ans où j'ai veillé sur cet acte de coopération, j'ai vu la transformation formidable de Tanger-Tétouan, c'est à l'image du Maroc lui-même", a conclu ce grand ami du Maroc, également co-Président de la Commission méditerranéenne de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) et co-Président de la Commission Développement Durable de l'Assemblée Régionale et Locale Euro-méditerranéenne (ARLEM) relevant de l'UpM.

MAPF [0154] 17/06/2013 21h21 Maroc-France-méditerranée-entretiens Entretien de M. Ghellab avec un envoyé du PM français

Rabat, 17 juin 2013 (MAP) - Le président de la Chambres des représentants, Karim Ghellab, s'est entretenu, lundi à Rabat, avec le président de la région française de Provence-Alpes-Côte d'Azur et député de la même région, Michel Vauzelle, qui a entamé une visite de travail de deux jours au Maroc dans le cadre d'une mission sur l'Union pour la Méditerranée (UpM) dont il a été chargé par le Premier ministre français, Jean-Marc Ayrault.

L'entretien, qui s'est déroulé en présence de l'ambassadeur de France au Maroc, Charles Fries, a été axé sur les défis auxquels fait face la région de la méditerranée, a indiqué un communiqué de la Chambre, ajoutant que les deux parties ont passé en revue des projets programmés dans le cadre de l'UpM, notamment ceux ciblant les jeunes et la société civile.

A cette occasion, M. Ghellab a souligné la nécessité de garantir la dynamique et le mouvement des jeunes dans l'espace méditerranéen, notamment dans le cadre de leurs études, rappelant le rôle du Maroc au sein de l'Office Méditerranéen de la Jeunesse, ajoute la même source.

Le président de la Chambre des représentants a noté que cette question sera à l'ordre du jour du Forum parlementaire maroco-français prévu en octobre prochain à Rabat.



De son côté, M. Vauzelle a indiqué que cette visite vise notamment à soutenir les efforts de l'UpM au profit des jeunes, dans le contexte de la crise qui frappe les pays du pourtour méditerranéen, faisant remarquer que cette rencontre intervient dans le cadre de la mise en oeuvre des recommandations du 1er sommet des présidents des parlements des pays de l'UpM tenu à Marseille en avril dernier.

M. Vauzelle devrait prendre part, mardi à Casablanca, à la clôture de l'Assemblée générale ordinaire du Club France Maroc, qui regroupe les étudiants marocains lauréats des institutions de l'enseignement supérieur français.

**MAPF [0087] 17/06/2013 15h03 Maroc-France-coopération =photo+vidéo=
M. Benkirane s'entretient avec un envoyé du PM français**

Rabat, 17 juin 2013 (MAP) - Le chef de gouvernement, Abdelilah Benkirane, a eu, lundi à Rabat, des entretiens avec le président de la région de Provence-Alpes-Côte d'Azur et député de la même région, Michel Vauzelle, qui a entamé une visite de travail au Maroc dans le cadre d'une mission sur l'Union pour la Méditerranée (UpM) dont il a été chargé par le Premier ministre français, Jean-Marc Ayrault.

Cette entrevue, qui s'est déroulée en présence du ministre d'Etat Abdellah Baha et de l'ambassadeur de France au Maroc, était l'occasion de réaffirmer la solidité et la profondeur des liens d'amitié entre le Maroc et la France ainsi que l'excellence des relations de coopération bilatérale dans différents domaines, souligne un communiqué du département du chef du gouvernement.

Les deux parties ont également passé en revue le bilan de la visite officielle qu'a effectuée, en avril dernier au Maroc, le président français François Hollande, laquelle visite a "contribué au renforcement du partenariat entre les deux pays et à la consolidation du rôle pionnier de l'axe Rabat-Paris dans le pourtour méditerranéen tout particulièrement", ajoute la même source.

Dans une déclaration à la presse à l'issue de cette rencontre, M. Vauzelle s'est réjoui de l'engagement ferme dont les responsables marocains ont fait montre pour le développement du partenariat maroco-français.



ECONOMIE

France/Maroc: «La Méditerranée

Après le relatif échec du déploiement de l'Union pour la Méditerranée (UPM) telle que défendue par Sarkozy, la France est en train de réajuster le concept compte tenu des changements que connaît la région. A cet effet, François Hollande a confié une mission sur «la Méditerranée des projets». Mission confiée au député Michel Vauzelle, vice-président de la Commission française des Affaires étrangères. Vauzelle, qui est également président de la région PACA, était porte-parole de l'Elysée du temps de Mitterrand. Il s'est rendu cette semaine au Maroc pour expliquer les fondamentaux de la nouvelle vision.

- L'Economiste: Dans un contexte de crise économique, comment la France peut contribuer à l'investissement et relancer des projets en Méditerranée?

- Michel Vauzelle: La France est touchée par la crise. Elle est obligée de faire un certain nombre d'efforts par un gouvernement de gauche. Les électeurs ne s'attendaient pas à une politique de rigueur et de remise en ordre. Mais cette remise en ordre est nécessaire parce que la gauche a besoin de démontrer sans arrêt qu'elle sait gérer avec sérieux les intérêts du pays, même en adoptant des mesures impopulaires qui remettent en cause des acquis sociaux. C'est ce qui se passe en ce moment. C'est le résultat de la politique réaliste et respectueuse des intérêts de la France que mène le président François Hollande. Je pense que la France ne peut pas sortir seule de cette situation où le gouvernement actuel doit faire face aux effets de la mondialisation. On vit dans un monde confronté à la concurrence de pays comme la Chine et l'Inde qui n'ont pas les mêmes critères en matière de rétribution et de droits du travail. En même temps, il y a un héritage de 10 ans de gouvernement de droite, qui, au lieu d'apporter des réponses, a aggravé la situation en allant dans un sens ultralibéral qui n'était pas souhaitable.

S'y ajoute une majorité à droite au Parlement européen qui veille sur cette politique libérale dont les conséquences sont connues de tous.

- Beaucoup parlent de l'échec de l'Union pour la Méditerranée telle que défendue par Sarkozy. Qu'apporte de nouveau la touche socialiste?

- L'UMP a eu, il faut le reconnaître à Sarkozy, une très belle et grande idée qu'est celle de l'Euro Méditerranée. Quoiqu'au départ, l'idée était l'Union de la Méditerranée. Et puis rapidement, on a vu que cette politique de canoniers diplomatiques n'a pas été acceptée par l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne... finalement, l'UE a repris la main sur ce projet. Je crois qu'il y a eu une erreur dans la précipitation avec laquelle Sarkozy a lancé cette idée qui a été immédiatement récupérée par l'Allemagne et par l'Europe et qui a ensuite étouffé le projet. Aujourd'hui, l'argent est à Bruxelles et c'est la commission qui décide. De notre côté, on peut avoir des solutions et discussions comme les 5+5. Cela demande une construction assez à droite et pas forcément aisée avec Bruxelles.

- Il y a eu aussi la crise économique, le printemps arabe, la chute de certains régimes, le Sahel... Est-ce que cela n'a pas compromis ce projet méditerranéen?

- Non pas du tout. Je pense que le printemps arabe est un mouvement qui est à la fois profond et extrêmement complexe, puisque il y a plusieurs printemps arabes dans la mesure où certains pays n'ont pas



Selon Michel Vauzelle, «l'on ne peut pas demander aux pays de la rive sud la liberté de circulation des capitaux et puis empêcher la liberté de circulation des personnes. Moralement, c'est scandaleux!» (Ph. Mofik)

connu de mouvement révolutionnaire et qui accomplissent de grandes réformes et une évolution sociale. C'est le cas notamment du Maroc. Il y a aussi des pays où le printemps arabe a apporté la révélation. Tout d'un coup, l'on découvre la richesse d'une jeunesse, d'un peuple, de ses femmes qui ont été muselées... c'est le cas de la Tunisie. Ensuite, il y a la situation de la Libye, qui est très singulière, parce que Kadhafi s'était attelé à faire disparaître tout ce qui ressemblait à un Etat. Du coup, on a aujourd'hui un pays qui mérite tous nos soins parce qu'il fait partie du Maghreb arabe. Il faut éviter toute tentation de voir la Libye se tourner uniquement vers l'Est. Ensuite, il est clair que l'attitude d'Israël par rapport à la colonisation en Palestine et la guerre en Syrie compliquent la situation... S'y ajoute l'influence des pays du Golfe dans l'espace méditerranéen. Il ne faut pas oublier que la France n'est pas seulement partenaire du Maroc, de l'Algérie, de la Tunisie, de la Mauritanie et de la Libye uniquement par rapport à la Méditerranée, mais aussi par rapport au sud de ces pays avec ce qui se passe au Sahara et au Sahel où la France se bat avec les Maliens. Tout cela pour dire que la Méditerranée est

devenu un problème immense et très complexe. Face à cette situation, on devra essayer de commencer par de petits pas, des solutions modestes où l'on n'évoque plus de grands organismes tant méditerranéens ou euro-méditerranéens. L'UPM est là, elle existe. Elle n'a pas tout à fait disparu. Mais surtout essayons de voir si dans le bassin occidental de la Méditerranée, et à partir des régions, on peut trouver des réponses qui sont adaptées à une situation sociale qui est très difficile et très préoccupante et qui d'ailleurs, bien souvent, a été la raison des printemps arabes.

- A travers vos négociations au Maroc, avez-vous identifié des pistes concrètes de projets?

- Tous les secteurs que vous avez signalés ont été évoqués. Maintenant, je ne suis pas membre du gouvernement. Le président Hollande m'a demandé non pas une expertise, mais l'avis d'un honnête parlementaire qui plus est un amoureux de la Méditerranée et qui pense que l'on a une communauté de destins, que l'Europe devra se construire avec l'espace méditerranéen. Par conséquent, nos destins sont liés. Ils le sont d'autant plus qu'il y a une diaspora très importante dans une région comme celle que je préside et qui compte 5 millions d'habitants avec une présence ethnique et culturelle très importantes de personnes d'origine maghrébine. Ce qui m'a frappé à travers les différentes rencontres, c'est que toutes les personnalités, les ministres, les opérateurs économiques... me parlent d'une préoccupation. Celle des problèmes posés par la jeunesse et l'inexistence d'une formation professionnelle adaptée à une masse de jeunes au bord de la désespérance. Donc il y a urgence pour la paix sociale et l'avenir de nos pays à réintégrer cette jeunesse qui représente une force vive et une capacité démographique importante au Maghreb. Du côté européen, c'est le même problème qui se pose même si l'Europe n'a pas le même type de démo-

des projets» pour revigorer l'UPM

graphie. Mais justement, les démographies sont complémentaires si l'on veut bien les considérer comme tel. L'inverse fait le lit de la montée de l'intégrisme, le racisme et le rejet de l'autre dans les deux sens.

- Justement, quelles sont les pistes de réflexion pour l'emploi ?

- Sur l'emploi, il y a deux choses. L'une consiste à voir comment nous pouvons créer des outils relativement simples qui nous permettent de rapprocher, par des co-localisations, des co-constructions, des instruments qui permettent de répondre à la nécessité d'une formation professionnelle adéquate. C'est ce qui permettra de trouver du travail à des milliers de jeunes. Il est paradoxal d'avoir une inadéquation entre des offres de travail et des jeunes qui sont désespérés. C'est un problème massif et qui appelle une réponse urgente. Et c'est la première chose sur laquelle devraient se pencher la France et le Maghreb. Le second aspect concerne les étudiants, qui vont très loin dans leurs études mais qui ne trouvent pas de travail. Ce phénomène, je le vois en France, au Maroc, en Algérie, en Tunisie...

- A propos des jeunes, il y a encore des problèmes liés à la mobilité et au visa...

- Evidemment je ne suis pas le ministre de l'Intérieur. Je ne suis pas non plus Monsieur Guéant (rires). Mais je pense que Manuel Valls mène une réflexion dans ce domaine. En tout cas ce que je proposerai au président de la République, c'est d'avoir une libéralisation de cette politique. Car on ne peut pas demander aux pays de cet espace la liberté de circulation des capitaux et puis empêcher la liberté de circulation des personnes. Moralement, c'est scandaleux! Même sur le plan de la bonne gestion de la société méditerranéenne, c'est stupide. Car l'on se prive de toute une jeunesse, une force vive qui se sent rejetée par une Europe qui tient des discours moralisateurs, qui donne des leçons... Sur ce sujet, et sans toucher aux accords Schengen, il est possible de trouver des solutions avec les autres pays de l'espace européen, notamment sur la formation professionnelle et les statuts d'un certain nombre de personnes. Il y a aussi toute cette diaspora qui peut jouer un rôle considérable, qui amène beaucoup de richesse humaine à la France. Cette diaspora qui porte deux cultures peut jouer un rôle à l'avant-garde de toute une jeunesse d'origine maghrébine. Sur le même registre, il y a une réflexion très sérieuse à mener sur l'enseignement de l'arabe en France. D'ailleurs, l'Etat français est à cœur d'ouvrir l'école laïque à l'enseignement de l'arabe en France, pour ne pas laisser l'apprentissage de cette langue confiné aux seuls lieux de religion. Pour la mobilité de personnes, je pense à des outils, notamment via des formations professionnelles co-construites. En clair, des outils reconnus

parce que co-construits à la fois du côté maghrébin, français et européen. Ces outils seront délivrés par des diplômés ou certificats et permettront aux jeunes d'avoir accès au visa, à la circulation et la mobilité nécessaires pour des stages, de la formation... Il y a aussi un savoir-faire dans l'agriculture et l'artisanat marocain et tunisien, la décoration d'intérieur. Politiquement, c'est très important qu'il y ait une mobilité dans les deux sens.

- Quels sont les rôles assignés au Ma-

roc et à la France pour soutenir «La Méditerranée des projets»?

- En France en tout cas, je n'ai pas de leçons à donner à quiconque. Mais pour mon pays, il y a en ce moment non seulement une crise financière et sociale, mais aussi une crise morale. La démocratie du temps de Mitterrand était une chose. Aujourd'hui, il y a les défis de la mondialisation qu'il faut relever. Il y a aussi les nouvelles techniques de l'information et de la communication qui ont tout bouleversé. Elles peuvent être des instruments de ser-

vitute comme de libération. Aujourd'hui, nous sommes face à une nouvelle situation et nous avons besoin pour régénérer la démocratie représentative d'une démocratie participative... Et puis il y a le rôle que doit jouer une société civile qui pousse en ce moment les portes et qui a envie de comprendre, d'être consultée et respectée.

Propos recueillis par
Amin RBOUB

Pour réagir à cet article:
courrier@economiste.com

California Golf Resort

À L'OCCASION DES 1^{ÈRES} LIVRAISONS

5% de remise
5% d'acompte
5% de taux d'intérêt

DE QUOI ÊTRE CONQUIS EN 5 MINUTES !

OFFRE EXCEPTIONNELLE SUR LA 1^{ÈRE} TRANCHE ET JUSQU'AU 30 JUIN

Venez découvrir sans plus attendre, nos appartements, lofts et villas de grand luxe avec piscines privatives, hôtel 5 étoiles et golf de 18 trous, au cœur d'étendues de verdure, où luxe et nature ne font qu'un... à moins de 20 mn du centre ville.

PALMERAIE 0522 776 444
DEVELOPPEMENT WWW.CALIFORNIAGOLFRESORT.MA

California Golf Resort

Vendredi 21 Juin 2013

Youssef Amrani, à l'issue des entretiens avec le député socialiste français Michel Vauzelle:
Le Maroc déterminé à renforcer la visibilité et l'efficacité opérationnelle de l'UpM en tant que cadre régional prometteur

Le Maroc est déterminé à renforcer la visibilité et l'efficacité opérationnelle de l'Union pour la Méditerranée (UpM) en tant que cadre régional prometteur disposant des atouts nécessaires pour fonder un nouvel ordre régional, générateur d'une dynamique partenariale ambitieuse, compétitive et solidaire en Méditerranée, a indiqué le ministre délégué aux Affaires étrangères et à la Coopération, Youssef Amrani.

S'exprimant lors d'un point de presse à l'issue des entretiens avec le député socialiste français Michel Vauzelle, Président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Envoyé du Premier ministre français, Jean-Marc Ayrault, sur l'UpM, le ministre a fait remar-

quer que toutes les composantes des pays euro-méditerranéens, notamment, gouvernements, parlementaires, représentants locaux et des régions, société civile, sont dans l'obligation d'apporter leur soutien et leurs efforts afin de permettre à l'Union de devenir une locomotive du développement socio-économique régional.

M. Amrani a de même souligné l'adhésion du Maroc à l'ambition de la France de promouvoir une "Méditerranée des projets", rappelant, à ce propos, le lancement de la mise en œuvre des projets arrêtés dans le cadre de l'UpM, notamment l'Université euro-méditerranéenne de Fès, projet initié sous l'égide de SM le Roi Mohammed VI.

Pour sa part, M. Vauzelle a fait observer que la France a besoin du Maroc dans cette période de crise économique que connaît l'Europe qui "ne peut pas se construire sans la mutualisation d'efforts dans les différents domaines".

"Compte tenu de ce qui se passe dans le dessin oriental de la Méditerranée, le processus 5+5 est très pertinent et nous sommes très reconnaissant à SM le Roi pour son rôle extrêmement positif et dynamique en matière de relance de la Méditerranée", s'est-il réjoui.

Le responsable français a, également, souligné l'importance de l'accompagnement de la société civile et de la jeunesse dans les pays

méditerranéens et plaidé pour une démocratie participative à même de répondre aux aspirations de cette frange de la société.

La France et le Maroc sont appelés à devenir des moteurs dans cette nouvelle dynamique en vue de réduire les craintes qui peuvent exister dans les zones d'insécurité notamment avec la recrudescence des actes terroristes, a-t-il estimé.

M. Vauzelle a, de même, souligné l'importance de la diaspora marocaine dans le bassin méditerranéen, composée notamment d'étudiants et de jeunes entrepreneurs et ce dans le but de promouvoir les liens humains entre les deux rives de la Méditerranée.

Télévision

Journal du soir sur 2M TV le 17 juin 2013

[http://www.2m.ma/Infos/Info-Soir/2013/Juin/Info-Soir-Lundi-17-Juin/\(date\)/20130617](http://www.2m.ma/Infos/Info-Soir/2013/Juin/Info-Soir-Lundi-17-Juin/(date)/20130617)



Ambassade de France au Maroc- Service de presse et de communication-